

## UPHF : Notes SEL-CGT Va du CA du 7 mars 2019

*Il s'agit des notes rédigées par le camarade élu, pas du compte-rendu officiel de la séance (bientôt disponible sur l'ENT). Le SEL-CGT Valenciennes a 1 élu étudiant sur 4 au Conseil d'Administration. La FEV a les 3 autres élu.es.*



**Que retenir de ce conseil ? On a mis les points les plus importants en premier !**

### **1) Approbation du calendrier de fermeture 2019 / 2020 (Document ICI)**

L'Université sera encore fermée 1 semaine en février et 1 semaine en avril (pour des raisons d'économie nous dit le Président de l'Université, M. Artiba). Heureusement la BU (bibliothèque) reste ouverte. Mais on souhaite que tous les bâtiments restent ouverts car c'est ça le service publique, c'est aussi penser aux étudiant.es étranger.es et aux plus pauvres qui restent sur les campus seul.es pendant les vacances !

**Résultat : 1 contre (nous, SEL-CGT), le reste des élu.es (dont la FEV) votent pour.**

### **2) Vote de la note stratégique pour l'accréditation des spécialités d'ingénieurs du futur INSA Hauts-de-France (document ICI)**

La CTI (Commission des Titres d'Ingénieurs) vient visiter les 2, 3 et 4 avril l'Université. Elle se positionnera ces prochains mois sur les demandes de l'UPHF pour ouvrir toutes ces formations d'ingénieurs.

Remarques SEL-CGT :

- "conjointement avec l'Institut Catholique de Lille." Nous sommes contre les partenariats avec des formations à 6 000 € l'année !
- Aucuns dialogues avec les étudiant.es actuel.les pour qu'ils et elles donnent leurs avis.
- Tant mieux si l'Université ouvre des formations d'ingénieurs publiques mais la CGT craint que cela se fasse au détriment des licences et des masters
- Ouvrir des nouvelles formations à « budget constant » c'est en fermer d'autres !
- De plus, les nouveaux statuts de l'UPHF et de l'INSA ne sont toujours pas votés définitivement par le CA.
- La FSMS s'est positionnée lors de son dernier conseil (3 décembre 2018) sur les statuts de l'INSA : il y a eu 4 pour, 4 contre et 6 abstentions ! L'ISTV n'a toujours rien voté. Seul le conseil de l'ENSIAME a voté à l'unanimité pour. Et cette note stratégique n'est pas passée aux conseils de l'ISTV et de la FSMS. Vive la démocratie à l'UPHF !
- Point blague : La Direction nous dit que les lycéen.nes qui candidatent actuellement sur Parcoursup dans les formations actuelles de l'ISTV, la FSMS et l'ENSIAME voient écrit INSA alors que ce n'est toujours pas voté !

Conclusion : on n'apprend rien de neuf dans ce document mais la Direction continue dans le même sens !

**Résultat : 1 contre (nous, SEL-CGT), le reste des élu.es votent pour.**

### 3) Vote des statuts de la Fondation Partenariale Polytechnique des Hauts-de-France et de ses membres (document ICI)

Il s'agit de confirmer la version précédemment votée (quelques légères modifs juridiques). Donc pour les mêmes raisons la CGT votera contre l'accentuation de la privatisation de l'Université. (Cf : CA UPHF du 13 décembre 2018)

Remarque : « 9.3. *Gratuité des mandats* :

*Les membres du Conseil d'Administration exercent leurs fonctions à titre gratuit. Les dépenses engagées par eux dans l'intérêt de la Fondation Partenariale leur sont remboursées sur présentation des justificatifs et sur décision expresse du Bureau. »*

Il serait tant de faire la même chose pour les étudiant.es ! On nous répond que le débat est stérile, comme d'habitude. Et on doit se « respecter ».

**Résultat des votes des statuts : 1 contre (nous, SEL-CGT), le reste des élu.es votent pour.**

Il faut aussi choisir les membres de cette fondation. M. Artiba propose plusieurs personnes. Pour les membres extérieurs de cette Fondation, on y est opposé car se sont bien sûr ni des membres du personnel, ni des étudiant.es. Pour les représentant.es du personnel de l'Université dans le CA de la Fondation, on s'abstiendra.

Résultats des votes membres du personnel au CA de la fondation : **1 abstention (nous, SEL-CGT), le reste des élu.es votent pour.**

Résultats des votes membre des personnalités extérieures : **1 contre (nous, SEL-CGT), le reste des élu.es votent pour**

### 4) Questions diverses : la CGT pose 3 questions

- **Etudiant.es étranger.es** : A notre demande, le Président s'engage à expliquer par écrit dans les plus brefs délais comment il va exonérer les étudiant.es étranger.es actuellement à l'UPHF. Cependant, le Conseil d'Administration refuse d'aller plus loin pour le moment. Pour la CGT, il faut se mobiliser et faire reculer le gouvernement ! Le texte de loi est en train d'être écrit par le gouvernement et devrait passer au CNESER le 11 mars 2019.

- **Journée banalisée** : nous demandons que les cours soient banalisés (cad sans feuille de présence) les jours de grève. Le Président nous recevra « prochainement »

- **Article de la Voix Du Nord sur les étudiant.es en audiovisuel qui iraient à Arenberg (4 mars 2019)**

M. Artiba (Président de l'UPHF) explique qu'il y a eu des réunions de travail entre la CAPH et l'Université. Il a été acté un investissement de 5 millions pour les activités à Arenberg. Il dit que les étudiant.es en audiovisuel auront des cours à Arenberg en M1 et M2. Donc on parle bien d'une centaine d'étudiant.es et non de 300. M. Artiba indique qu'il va trouver une solution pour les transports.

Mais pour nous, le premier problème, c'est la démocratie. On demande pourquoi informer la presse avant de consulter le département concerné (la DREAM).

**M. Artiba indique que DREAM, les profs de DREAM et l'ISTV ont donné leur accord.** On demande alors pourquoi les étudiant.es de DREAM ne sont pas consulté.es. M. Artiba indique que c'est à l'ISTV de consulter ses étudiant.es avant de donner son accord. Il précise que M. Delot (Directeur de l'ISTV) était personnellement présent lors de la visite à Arenberg.

Encore une fois, tout se décide dans des bureaux et les étudiant.es ne sont pas consulté.es. La CGT rappelle qu'à Arenberg il n'y a ni transport, ni restauration du CROUS, ni logement étudiant... et qu'il faut réinvestir massivement à DREAM pour réparer et améliorer le matériel.

Bref, dans l'histoire quelqu'un ment et ne consulte pas les étudiant.es !

## **5) Vote d'une demande de subvention 2019 / 2020 pour Hubhouse**

La CGT se méfie du Hubhouse car cet espace développe notamment l'auto-entrepreneuriat étudiant donc sans aucune protection sociale pour les étudiant.es !

**Résultat : 1 abstention (nous, SEL-CGT), le reste des élu.es votent pour.**

## **6) Vote compte financier 2018 :**

Il s'agit de valider ou non les comptes de l'Université pour l'année 2018. La CGT était contre le budget initial car insuffisant. Mais là, il s'agit de vérifier comment a été géré l'argent. Nous n'avons pas eu le temps de lire ce document de 100 pages.

Sinon que retenir de ce bilan financier ? IL FAUT FAIRE DES ECONOMIES !!!!

**Résultat : 1 abstention (nous, SEL-CGT), le reste des élu.es votent pour.**

## **7) Vote sur les primes pour certains membres du personnel**

Il s'agit de voter 2 documents :

- Prime pour Charge Administrative (PCA) (**Document ICI**)
- Prime pour Responsabilité Pédagogique (PRP) (**Document ICI**)

La CGT préfère des augmentations de salaire plutôt que des primes. Les primes ne sont pas comptées pour la retraite par exemple. De plus, ce sont des primes individuelles allant jusqu'à 9 000 € qui concernent seulement des « responsables » ! Et il n'y a aucune transparence ensuite (pas de bilan sur qui obtient ces primes). D'ailleurs la Direction nous répond que « c'est comme ça, c'est national ».

**Résultat : 1 contre (nous, SEL-CGT), le reste des élu.es votent pour.**

## **8) Vote d'une demande de subvention complémentaire auprès de la Région pour financer le DAEU**

## 9/ Résultats attendus, coût du projet et montant de la subvention :

	Nombre de stagiaires visés	Nombre d'heures stagiaires visés	Coût projet volet 1	montant de la subvention volet 1	coût projet total	montant de la subvention totale Volet 1, 2 et 3
PRF DAEU 2018/2019 (1)	250	50 000	540 269,40 €	350 000,00 €	1 336 780,83 €	866 000,00 €
PIC DAEU session 1er semestre 2019 (2)	25	5 000	35 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €
TOTAL convention 2018/2019 (1+2)	275	55 000	575 269,40 €	385 000,00 €	1 371 780,83 €	901 000,00 €
PRF DAEU 2019/2020 (1)	265	53 000	572 685,56 €	371 000,00 €	1 416 987,68 €	887 000,00 €
PIC DAEU session 2nd semestre 2019 (2)	65	13 000	91 000,00 €	91 000,00 €	91 000,00 €	91 000,00 €
TOTAL convention 2019/2020 (1+2)	330	66 000	663 685,56 €	462 000,00 €	1 507 987,68 €	978 000,00 €

Il faut financer le DAEU avec de l'agent publique qui vient du Ministère en fonction des besoins. Là, l'Université doit demander elle – même une subvention à la Région !

**Résultat : 1 abstention (nous, SEL-CGT), le reste des élu.es votent pour.**

**Fin.**